

**Arrêté préfectoral n°2023 DCPAT/BE-135 en date du 3 août 2023**

**portant prescriptions complémentaires à l'autorisation accordée à la société AUTOLIV ISODELTA d'exploiter, sous certaines conditions une usine de fabrication d'accessoires pour l'automobile, zone industrielle – rue de la Guinterie sur la commune de Chiré-en-Montreuil, activités soumises à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement**

**LE PRÉFET DE LA VIENNE**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles R. 512-39-1 et R. 516-1 à R. 516-6 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2022 du Président de la République portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet de la Vienne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-SG-DPPAT-011 en date du 07 juillet 2023 donnant délégation de signature à Madame Pascal PIN, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne ;
- Vu** les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment les arrêtés préfectoraux qui autorisent et réglementent régulièrement l'installation ;
- Vu** le courrier de l'exploitant en date du 25 avril 2023 transmettant une proposition de révision du montant des garanties financières ;
- Vu** le courriel de l'exploitant du 2 juin 2023 transmettant les fichiers de calcul du montant des garanties financières ;

**Vu** le courriel de l'exploitant en date du 21 juillet 2023, indiquant ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté ;

**Vu** le rapport en date du 26 juillet 2023 de l'inspection des installations classées ;

**Considérant** que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2552 de la nomenclature des installations et que cette rubrique est listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

**Considérant** que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières et conclut à un montant de garanties supérieur à 100 000 euros ;

**Considérant** en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité de l'ensemble de son site en cas de cessation d'activité de ce dernier, conformément aux dispositions des articles R. 516-1 (5°) et suivants du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. CHAMP D'APPLICATION**

La société Autoliv-Isodelta (SIREN : 326 780 541) dont le siège social se trouve zone industrielle à Chiré-en-Montreuil, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son site de Chiré-en-Montreuil (86190).

### **ARTICLE 2. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant constitue, jusqu'à la clôture du dossier de cessation d'activité du site, des garanties financières dans les conditions prévues au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé fixant la liste des installations classées soumis à l'obligation de constitution de garanties financières.

Le montant des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté du 31 mai 2012 susvisé relatif au calcul des garanties financières, est fixé à **175 433** euros TTC (avec un indice TP01 base 2010 fixé à 128,9 correspondant à l'indice de mai 2023 publié le 16 juillet 2023 pour un taux de TVA de 20 % applicable lors de l'établissement du présent arrêté préfectoral).

#### ARTICLE 4. QUANTITÉS MAXIMALES DE DÉCHETS

À tout moment, les quantités de déchets non valorisables pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé au présent article a été calculé.

Type de déchets	Nature des déchets	Quantité maximale sur site (en tonnes)
Déchets non dangereux à évacuer	Cartons	3,5
	Déchets verts	7
	Déchets industriels banals (DIB) en mélange	2,5
	Huile alimentaire	0,1
	Mousse polyuréthane	5
	Palettes cassées	2,6
Déchets dangereux à évacuer	Aérosols	0,05
	Déchets industriels dangereux (DID)	4
	Déchets toxiques en quantités dispersées (DTQD)	1
	Huiles usagées	1
	Isocyanate	1
	Lampes	0,01
	Pâteux non chlorés	0,1
	Piles en mélange	0,01
	Polyol	1
	Solvant non chloré liquide	0,8
	Tubes fluorescents	0,05
	déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI)	0,001
	Liquides aqueux de nettoyage	18
	Boues fonds de cuves	4
	Eaux issues du décanteur séparateur	26
	Boues issues du décanteur séparateur	4

L'exploitant est en mesure de justifier le caractère valorisable des autres déchets éventuellement présents dans l'établissement. Il tient les justificatifs correspondants à la disposition de l'inspection.

#### ARTICLE 5. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du code de l'environnement. Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis à l'inspection des installations classées au moins trois mois avant chaque date anniversaire de la constitution initiale.

## **ARTICLE 6. RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 5 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

## **ARTICLE 7. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les cinq ans, au prorata de la variation de l'indice publié TP01 et du taux de la TVA applicable.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières.

## **ARTICLE 8. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

## **ARTICLE 9. ABSENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

## **ARTICLE 10. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

L'appel des garanties financières additionnelles liées à la gestion des pollutions des sols et des eaux souterraines répond aux mêmes principes.

## **ARTICLE 11. LEVÉE DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation totale ou partielle des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral, après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

## **ARTICLE 12. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires n'est pas requis. À défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de 3 mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

## **ARTICLE 13. SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du code de l'environnement.

## **ARTICLE 14. DISPOSITIONS ABROGÉES**

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-DCPPAT/BE-090 en date du 17 mai 2019 portant prescriptions complémentaires à la société AUTOLIV-ISODELTA située Zone Industrielle – 86190 CHIRE-EN-MONTREUIL est abrogé.

## **ARTICLE 15. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

## **ARTICLE 16. PUBLICATION**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Chiré-en-Montreuil et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Chiré-en-Montreuil pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pour une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 17. APPLICATION**

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Chiré-en-Montreuil et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société Autoliv-Isodelta, sise zone industrielle, Chiré-en-Montreuil (86190)
- Et dont copie sera adressée :
  - à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
  - et au maire de la commune concernée : Chiré-en-Montreuil.

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale,



Pascale PIN